

Tous en grève et dans la rue le 29 janvier 2009 !

Public et privé, les salariés disent : stop aux pertes d'emplois et aux baisses de pouvoir d'achat !

Les salariés et les retraités ne doivent pas pâtir de la crise financière actuelle, dont ils ne sont en rien responsables. Les revendications interprofessionnelles de cette journée d'action ont pour but :

- de donner la priorité au maintien des emplois, privés et publics dans ce contexte de crise économique,
- d'améliorer le pouvoir d'achat et de réduire les inégalités,
- d'améliorer et de préserver les garanties collectives,
- de réglementer la sphère financière internationale.

Pour un développement des services publics

Dans la fonction publique, en plus des revendications communes avec les salariés du privé, comme l'amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous et l'arrêt des suppressions d'emplois, nous demandons :

- l'arrêt des réformes telles que la Révision Générale des Politiques Publiques, uniquement porteuses de destruction de missions publiques.
- le développement d'un service public fort qui réponde aux besoins de toute la population et soit vecteur de solidarité.

Une statistique publique qui réponde aux besoins

L'affaiblissement des services publics se traduit à plusieurs niveaux à l'Insee.

- **La baisse des effectifs** et des moyens entraîne pour de nombreux établissements des difficultés à répondre aux missions qui leur sont imparties : entre les effectifs prévus pour 2008 il y a 7 ans et la réalité d'aujourd'hui, les établissements régionaux ont déjà perdu plus de 250 agents ! Et les départs en retraite à venir vont considérablement grever les moyens d'organiser les travaux avec la qualité nécessaire.
- Les réponses de l'Insee aux **besoins croissants de chiffres et études** de notre société sont insuffisantes. En particulier, face aux demandes de statistiques aux niveaux infrarégionaux suite à la décentralisation, ces territoires manquent d'informations statistiques impartiales et comparables.
- **Le projet de démantèlement de la statistique publique**, volonté du gouvernement de mettre les statistiques au pas, aurait pour conséquence des pertes d'emplois pour bon nombre d'agents, y compris les enquêteurs, et la destruction pour longtemps de savoirs et expériences indispensables pour une statistique de qualité et indépendante.

La lutte des personnels de la statistique publique contre le projet de démantèlement depuis septembre est déjà historique.

Et elle va continuer car seule notre motivation empêchera la mise en place de ce projet !

Montrons notre détermination comme lors de la grève du 21 octobre

Tous et toutes en grève le 29 janvier, pour une statistique publique forte
et contre le démantèlement prévu par le gouvernement !

A Paris, le 20 janvier 2009